



**Fédération Nationale de l'Enseignement , de la Culture
et de la Formation Professionnelle FORCE OUVRIERE**

- Coordination des sections fédérales de l'Académie de Montpellier -

**UD FO – Maison des syndicats
474 allée Henri II de Montmorency 34000 Montpellier
Tel : 06 87 84 96 02
Mail : fnecfp-fo.acamontp@orange.fr**

Monsieur le Directeur Académique ;
Mesdames et Messieurs les membres du CSAD,

L'année scolaire s'est terminée dans un contexte difficile d'austérité et de marche à la guerre. Face aux salaires bloqués et insuffisants, aux suppressions de postes et aux conditions de travail chaotiques les personnels ont toutes les raisons d'être en colère et de décider de la grève.

Dans l'Hérault :

- 100 fermetures de classe,
- implantation forcée des PAS malgré le rejet des députés, qui prennent 19 postes d'enseignants pour des coordonnateurs qui prendront en charge 0 élèves et qui sont au passage un cadeau supplémentaire à l'école privée puisque les 24 postes sont pris uniquement sur le public.
- manque exponentiel d'AESH, de places en IME, en ITEP, en ULIS, qui bafouent les droits des enfants et les maltraitent, multiplication des accompagnements pour chaque AESH, avec juste un exemple parmi tant d'autres : 31h à partager pour 14 élèves avec une notification mutualisée ; ceux qui décident à coup de calculatrice le savent, cela donne 2h par élève,
- les PAS participeront à la baisse du nombre de notifications MDPH tout en accentuant la pression sur les AESH elles-mêmes, quand ils ne les supprimeront pas.
- protection sociale dégradée,
- des centaines de fiches « santé et sécurité au travail » transmises par les personnels font le constat des violences subies et de l'absence de protection de leur employeur. Les personnels doivent être protégés et pouvoir exercer leurs missions sans y laisser leur santé.
- remplacements massivement non assurés qui empêchent les enseignants d'enseigner,
- blocage de ONDE, à quelques jours de la rentrée, impossible pour les directeurs de finaliser les listes de classes et de procéder aux opérations d'inscriptions dans des conditions normales,
- pas de protection des personnels face aux températures intenable, rien n'a été mis en place ni en juin ni pour cette rentrée, la souffrance des personnels qui n'en peuvent plus est ignorée. Le courrier du ministre était rempli de lieux communs de bon sens, donc déjà mis en place par les personnels. Cette opération de communication ressemblait à un rideau de fumée afin de couvrir l'indifférence de notre employeur face à un problème connu et récurrent,
- la mairie de Béziers qui instrumentalise l'école publique pour sa propagande politique et qui renforce les inégalités et les discriminations avec son uniforme au volontariat, entre familles volontaires ou pas ; que n'êtes vous intervenu pour faire respecter la neutralité de l'école publique ?

Cette rentrée se fait donc dans des conditions désastreuses et inacceptables.

Elle sont la conséquence des restrictions budgétaires décidées par ce gouvernement qui sacrifie l'Ecole publique et les services publics, tout en accordant 36 milliards d'euros supplémentaires au budget militaire qui devient le premier budget de l'Etat. Le lourd tribut payé par la population et les pompiers suite aux incendies cet été en est une autre illustration.

Le Premier ministre a décidé de retirer plus de 6 milliards d'euros supplémentaires du budget de l'Etat et de la Sécurité Sociale en raison de « l'activité de nos forces armées au Moyen-Orient ».

Ces choix d'investissements massifs dans la guerre et l'armement doivent s'arrêter et les moyens humains et matériels doivent être redonnés en urgence aux écoles comme aux autres services publics.

La FNEC FP-FO refuse que l'école serve de lieu de recrutement pour l'armée et demande l'arrêt des partenariats entre l'Éducation Nationale et l'Armée avec la multiplication des classes de défense, les interventions des sergents recruteurs dans les lycées alors que l'École doit rester un lieu neutre, loin de la propagande militaire.

La FNEC FP FO demande le retrait de la circulaire instaurant une cérémonie pour le 11 novembre dans chaque école et établissement. Le rôle de l'École c'est d'instruire les jeunes pour en faire des citoyens libres, capables de réfléchir par eux-mêmes, pas d'organiser des cérémonies pour leur bourrer le crâne avec une mémoire officielle gonflée de récits guerriers. Si le ministre veut que les élèves acquièrent une « culture commune » historique, littéraire, scientifique leur permettant de comprendre le monde, il n'a qu'à annuler les 4 000 suppressions de postes d'enseignants, et créer les postes nécessaires !

La FNEC FP FO n'accepte pas les fermetures que vous avez décidé en avril et en juin. Certaines écoles ayant subi une fermeture se retrouvent avec le même nombre d'élèves ou beaucoup plus que l'année dernière, mais avec une classe en moins. Il faut ré-ouvrir les classes ! De nombreux remplaçants sont affectés sur des longs remplacements. L'abandon de la fusion des ZIL et des BD ainsi que la création de postes de remplaçant sont nécessaires. Les listes complémentaires doivent être recrutées dès maintenant.

La rentrée, ce sont aussi les mystifications ministérielles sur l'augmentation des salaires... Rappelons que le pouvoir d'achat des fonctionnaires s'est effondré de 33% en moins de 30 ans, du fait du gel du point d'indice.

Nous refusons le délabrement continu de nos missions et de l'Ecole publique ! Nous refusons de nous habituer aux suppressions de postes, aux réorganisations, à la dé-règlementation, à l'effondrement du pouvoir d'achat ! La FNEC-FP FO est aux côtés des personnels, et organise la résistance pour défendre les droits et les conditions de travail des personnels de l'Éducation nationale.

Pour conclure sur les revendications urgentes, face à une situation de plus en plus dégradée la FNEC FP FO revendique :

- l'annulation de toutes les suppressions de postes et créations des postes nécessaires, y compris de tous les postes spécialisés,
- l'augmentation des salaires
- l'abandon des PIAL et des PAS,
- un vrai statut de fonctionnaire pour toutes les AESH à 24h temps plein,
- la création de toutes les places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux pour les plus de 700 élèves notifiés dans l'Hérault,
- installation de climatiseurs et de ventilateurs en urgence dans toutes les classes qui en ont besoin et planification de travaux dans tous les établissements particulièrement exposés aux chaleurs extrêmes, recensement et protection immédiate des personnels vulnérables.